

## PROPOSITION D'INTERVENTION DE LA FRANCE AU SOMMET DE L'OBSERVATION DE LA TERRE

Daniel Vidal-Madjar, 22/11/2007

Le gouvernement français a entrepris ces derniers mois une vaste consultation de toutes les parties prenantes sur l'environnement et la gestion raisonnée des ressources et services qu'il nous procure. Il est bien clair que seule une connaissance aussi précise que possible de l'état actuel du système Terre et une compréhension approfondie des mécanismes qui contrôlent son évolution permettra d'orienter les politiques publiques à tous les niveaux.

A la base de cette connaissance, nous sommes conscients de la nécessité de soutenir l'observation de la Terre et de partager ces mesures essentielles avec tous les acteurs intergouvernementaux, gouvernementaux, ONG ou simple citoyen. La France y contribue depuis toujours, aussi bien dans le champ des technologies spatiales que dans celui de la mesure de terrain.

La France a dès le début soutenu avec beaucoup de vigueur la construction du GEOSS, initiative issue du G8 d'Evian en juin 2003. Un nombre important de ses experts ont été mobilisés pour l'élaboration du plan de mise en œuvre adopté en 2005, à l'occasion de la création du GEO.

Nous soutenons vigoureusement une participation dynamique de l'Union Européenne aux côtés de ses Etats membres, en particulier au travers de la définition d'une stratégie commune vis-à-vis des enjeux du GEOSS. Il faudra cependant veiller à ce que cette coopération internationale ne déborde pas de son objectif initial de coordination des systèmes d'observation.

Si l'ensemble des neuf domaines thématiques d'applications du GEOSS nous apparaissent importants, je voudrais souligner que le changement climatique et la conservation de biodiversité le sont particulièrement.

Je suis particulièrement attentive aux progrès réalisés à ce jour et je tiens personnellement à féliciter l'ensemble des acteurs de cette grande entreprise.

Je me réjouis que ce quatrième Sommet de l'Observation de la Terre que vous avez organisé avec beaucoup de soins soit l'occasion de renouveler le soutien des gouvernements à la réalisation du GEOSS.